

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 314 / Octobre 2020

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR L'ÉPARGNE ET L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

DES MÉNAGES MOINS ENCLINS À ÉPARGNER ET DES ENTREPRISES QUI LIMITENT LEUR ENDETTEMENT

La crise sanitaire de la COVID-19 et les mesures de soutien mises en œuvre (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE¹) ont des répercussions sur la situation financière des ménages et des entreprises à travers l'évolution de leurs dépôts² et de leur endettement.

Depuis mi-mai et la sortie du confinement interne, l'activité économique a progressivement repris son cours dans la plupart des secteurs. Alors que **les ménages** calédoniens peuvent difficilement voyager, un regain de dynamisme de la demande est même observé dans certains secteurs d'activité (automobile, travaux de rénovations, amélioration de l'habitat). Ce rebond de la consommation des ménages se traduit à la fois par une hausse des crédits aux particuliers (+8,6 milliards XPF par rapport au trimestre précédent et + 1,3 milliard XPF par rapport à la même période en 2019) et par l'effacement d'une partie de l'épargne forcée constituée au cours du 2^e trimestre (-4,6 milliards XPF sur trois mois).

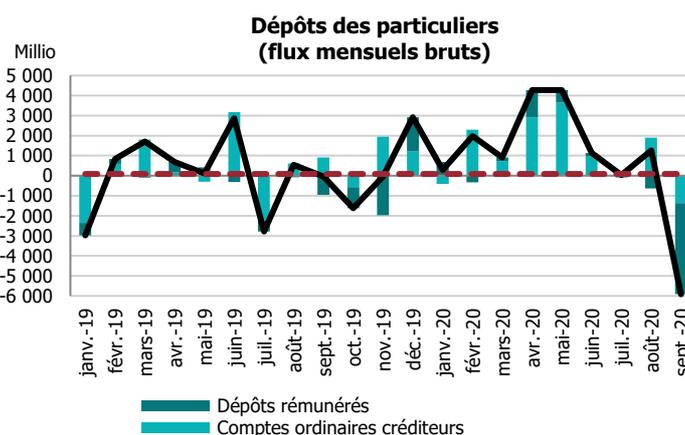
De leur côté, **les entreprises** continuent de conforter leurs dépôts à vue (+11,3 milliards XPF au 3^e trimestre, après +15,7 milliards XPF), témoignant de la volonté de se prémunir contre un manque de trésorerie. Concomitamment, en dehors du recours au PGE, leur propension globale à s'endetter diminue. Le faible niveau de la production de crédits du 3^e trimestre, qui s'établit à un niveau sensiblement plus faible qu'en 2019 (23,2 milliards XPF de moins), illustre clairement cette évolution.

Ménages : baisse de l'épargne rémunérée et rebond de la production de crédits

Après un 2^e trimestre en forte hausse, les flux de **dépôts à vue** mensuels des ménages se stabilisent au mois de juillet. En août, ils enregistrent une nouvelle progression (+1,9 milliard XPF) avant de chuter au mois de septembre (-1,4 milliard XPF). Sur un trimestre, ils augmentent tout de même légèrement : +0,4 milliard XPF.

À l'inverse, les **comptes rémunérés**, composés principalement des comptes sur livret et des comptes à terme, affichent une forte contraction : -5 milliards XPF sur trois mois dont -4,5 milliards pour le seul mois de septembre.

Ainsi, au total, les ménages enregistrent une baisse cumulée des **flux de dépôts totaux** de 4,6 milliards XPF entre juillet et septembre 2020 (dont -6 milliards XPF en juin), soit l'équivalent de la moitié de l'épargne constituée entre avril et juin (9,7 milliards XPF). Au sortir du confinement interne, cette évolution traduit un arbitrage des ménages qui devient plus favorable à la consommation et moins à l'épargne.



¹ Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF.

² Les dépôts regroupent ainsi ceux des 4 Banques FBF et de l'OPT et la production de crédit correspond à celle déclarée par les 4 banques FBF, le CAMNC et les 4 sociétés financières.

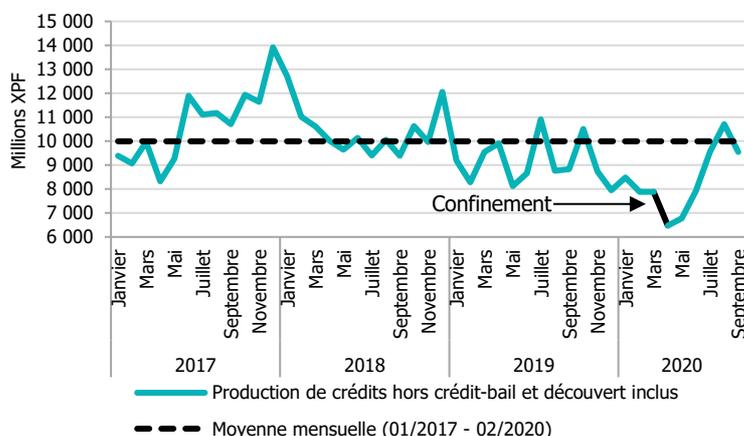
Dépôts bancaires des ménages

Flux mensuels en millions XPF	Encours							Flux							Moyenne janv-17/fevr-20
	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	
Dépôts bancaires	282 777	287 050	291 323	292 454	292 495	293 752	287 838	917	4 273	4 273	1 131	41	1 257	-5 914	86
Dépôts à vue	131 680	134 599	138 251	139 217	139 118	141 011	139 637	713	2 919	3 653	966	-99	1 893	-1 374	381
Dépôts rémunérés	151 097	152 451	153 071	153 237	153 377	152 741	148 202	204	1 354	620	165	140	-635	-4 540	-294

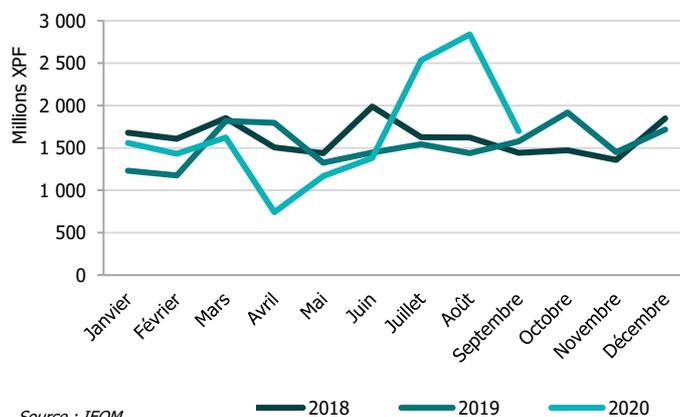
Dans le même temps, la **production de crédits** aux particuliers (crédit à la consommation et à l'habitat), qui était en baisse au cours du premier semestre, repart à la hausse et retrouve son niveau pré-covid (production moyenne mensuelle autour de 10 milliards XPF). De juillet à septembre, elle s'établit à 29,8 milliards XPF soit une progression de 8,6 milliards XPF par rapport au trimestre précédent et de 1,3 milliard XPF par rapport à la même période en 2019.

Cette évolution s'explique à la fois par la production de crédits à la consommation et à l'habitat. En effet, au mois de juillet et août, la **production de crédits de trésorerie** franchit la barre des 2,5 milliards (2,5 milliards XPF en juillet et 2,8 milliards XPF en août), ce qui n'était plus arrivé depuis septembre 2016. En cumul trimestriel, elle s'élève à 7,1 milliards XPF, en augmentation de 3,8 milliards XPF par rapport au trimestre précédent et de 2,6 milliards XPF par rapport à la même période en 2019. La **production de crédits à l'habitat** enregistre également une progression significative par rapport au 2^e trimestre (+4,5 milliards XPF) mais reste toutefois en deçà de son niveau de 2019 (-0,6 milliard XPF). Depuis le début de l'année, au total, la production reste toutefois inférieure de 4,6 milliards XPF à celle de l'année 2019 (dont -6,5 milliards XPF pour l'habitat).

Production de crédits aux particuliers

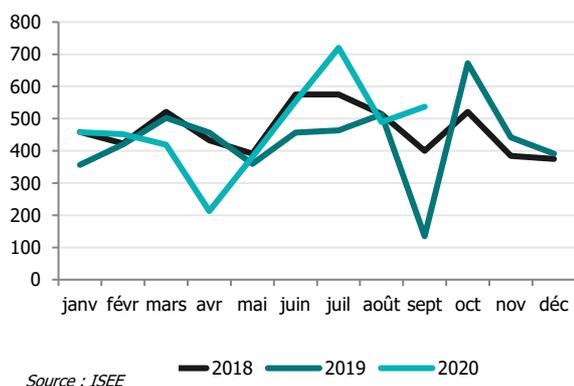


Production de crédits de trésorerie aux particuliers

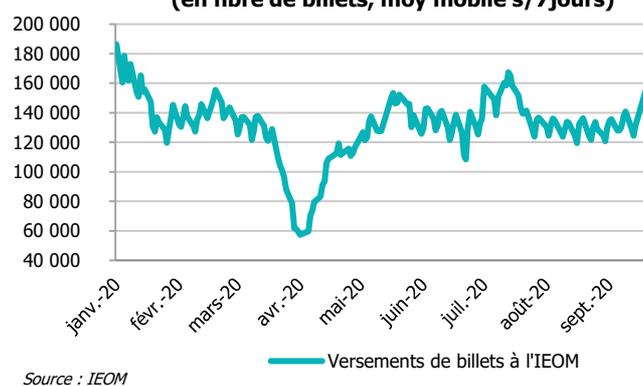


Ce rebond de l'activité de crédits, notamment de trésorerie, coïncide avec un **regain de dépenses locales** observé sur le territoire. En effet, avec le maintien du confinement externe, les ménages sont limités dans leur possibilité de voyager ce qui les incite à revoir l'orientation de leur consommation (par exemple vers des travaux de rénovations de l'habitat ou l'achat d'un véhicule). Dans ce contexte, au 3^e trimestre, les immatriculations de véhicules particuliers neufs atteignent leur plus haut niveau depuis le 4^e trimestre 2014 (+57 % en glissement annuel, soit +630 véhicules vendus). Sur les 3 premiers trimestres de l'année, elles sont ainsi en hausse de 15 % par rapport à 2019 (et équivalentes au niveau de 2018).

Ventes de véhicules neufs



Activité fiduciaire récente (en nbre de billets, moy mobile s/7jours)

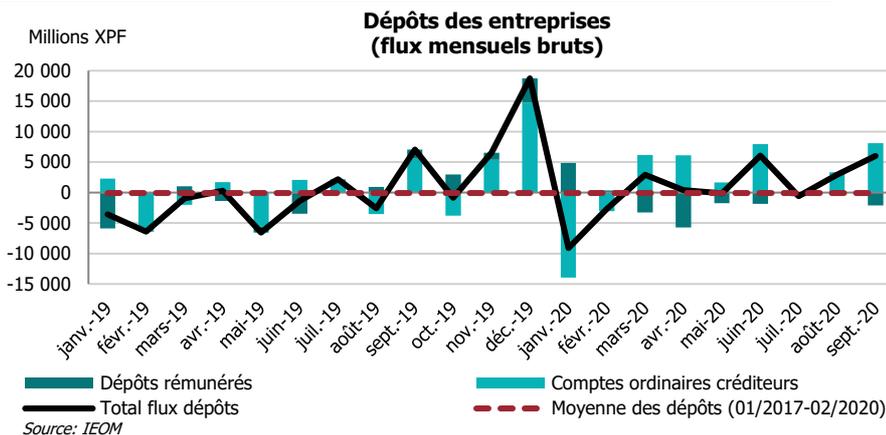


Entreprises : renforcement de la trésorerie et limitation du recours au crédit

Les **dépôts totaux des entreprises** continuent de progresser fortement au 3^e trimestre (+8,3 milliards XPF). La hausse cumulée depuis avril est ainsi portée à 14,7 milliards XPF. Cette évolution globale masque cependant des disparités significatives selon la nature des dépôts.

Bénéficiant notamment des versements des fonds attribués dans le cadre des PGE, des reports de cotisations et des reports d'échéances, **les comptes à vue** enregistrent une progression conséquente au 3^e trimestre (+11,3 milliards XPF, dont +8,1 milliards XPF pour le seul mois de septembre). Au total, de mars à septembre, les dépôts des comptes à vue augmentent de 33,2 milliards XPF.

Cette hausse des dépôts à vue s'opère aussi au détriment des placements rémunérés, les entreprises cherchant à mobiliser des ressources additionnelles pour financer leur besoin de trésorerie et faire face à la crise. Dans ce contexte, les dépôts **des comptes rémunérés** poursuivent leur chute, enregistrant 7 mois consécutifs de contraction. Au total, depuis le début du confinement, la décollecte sur ce type de placement atteint 15,6 milliards XPF (dont -3 milliards XPF pour le 3^e trimestre).

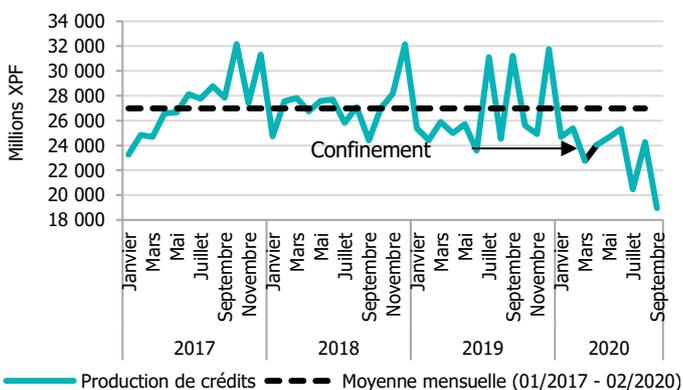


Dépôts bancaires des entreprises

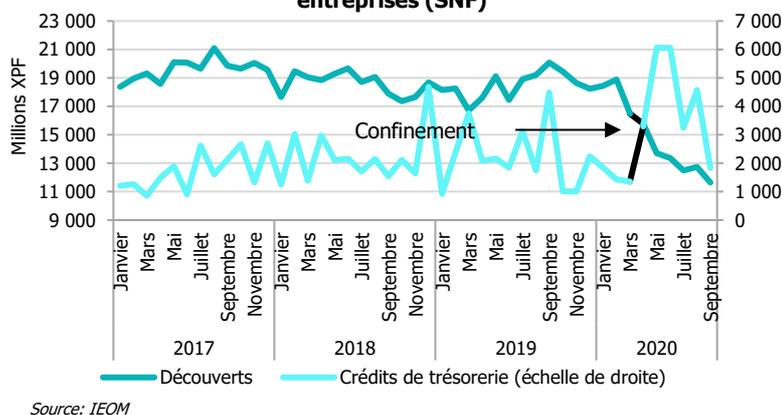
Flux mensuels en millions XPF	Encours							Flux							Moyenne janv-17/fevr-20
	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	
Dépôts bancaires	242 620	243 012	242 896	248 978	248 386	251 288	257 286	2 909	392	-115	6 082	-592	2 902	5 999	-74
Dépôts à vue	187 015	193 141	194 781	202 718	202 584	205 907	214 034	6 192	6 126	1 640	7 937	-134	3 322	8 127	250
Dépôts rémunérés	55 605	49 871	48 115	46 260	45 802	45 381	43 252	-3 282	-5 734	-1 755	-1 855	-458	-421	-2 129	-325

Au 3^e trimestre, la réticence des entreprises à s'endetter se confirme. En effet, la production totale de **crédits aux entreprises** diminue sensiblement tant par rapport au trimestre précédent (-10,3 milliards XPF) que par rapport à la même période en 2019 (-23,2 milliards XPF). Au mois de septembre, elle atteint même un point bas historique en tombant sous les 20 milliards XPF.

Production de crédits aux entreprises (SNF)



Production de crédits de trésorerie et découverts aux entreprises (SNF)



Cette évolution s'explique principalement par la chute **des découverts** (-5,9 milliards XPF sur trois mois et -21,3 milliards XPF sur un an), lesquels atteignent également un point bas historique au mois de septembre (11,6 milliards XPF contre 21,0 milliards XPF en moyenne mensuelle depuis 2015). Dans le même temps, bien qu'encore soutenue par les PGE, **la production de crédits de trésorerie** diminue par rapport au trimestre précédent (-5,7 milliards XPF) et retrouve un niveau relativement proche de celui enregistré un an auparavant.

À fin-septembre, en Nouvelle-Calédonie, le montant global de PGE pré-accordés s'établit à 19,8 milliards XPF, dont 3,6 milliards XPF sur 261 entreprises depuis fin juin. À titre de comparaison, les PGE totalisent 48,1 milliards XPF en Polynésie française, pour des bénéficiaires moins nombreux (778 contre 1164 en Nouvelle-Calédonie). Le montant moyen y est par conséquent nettement plus élevé.